



**HAL**  
open science

## Les conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire en Turquie

Paul Cormier

► **To cite this version:**

Paul Cormier. Les conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire en Turquie. Mouvements: des idées et des luttes, 2018, Engagement des jeunes dans des causes radicales, 80 (90), pp.85-99. 10.3917/agora.080.0085 . hal-02954525

**HAL Id: hal-02954525**

**<https://hal.science/hal-02954525>**

Submitted on 22 Dec 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Engagement radical et mise en cohérence des sphères de vie.

## Le cas des jeunes militant·e·s révolutionnaires turc·que·s dans les années 1970

*Paul Cormier*

Le concept de radicalisation se trouve aujourd'hui fragilisé par l'usage à la fois massif et protéiforme qui en est fait (Sedgwick, 2010). Cet article, qui s'intéresse à la radicalité à l'échelle individuelle, s'appuie sur une approche processuelle de l'engagement (Fillieule, 2001) et de la radicalisation (Collovald, Gaïti, 2006 ; Crettiez, 2016). Il vise à affiner la compréhension des trajectoires de radicalisation<sup>1</sup> en s'appuyant sur une enquête de terrain menée dans le cadre d'une recherche doctorale sur les conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire en Turquie depuis les années 1970 (Cormier, 2016). Au cours de cette décennie, la Turquie, comme nombre de pays européens et du Moyen-Orient, a connu une importante vague de contestation politique sur fond de crise économique, politique et sociale (Gourisse, 2014). Le conflit a opposé un mouvement de gauche protéiforme à une extrême-droite fortement structurée autour d'un parti, le Milliyetçi Hareket Partisi (MHP, parti de l'action nationaliste), qui s'est implanté progressivement dans différents espaces sociaux : syndicalisme, milieu étudiant, associations culturelles et gouvernement à la suite d'alliances partisans. Les affrontements de plus en plus violents entre militant·e·s de gauche et de droite ont fait près de 5 000 victimes entre 1975 et 1980 sur l'ensemble du territoire. Jusqu'à la proclamation de l'état de siège dans la majorité des départements du pays en décembre 1979, l'État turc est parvenu difficilement à maintenir l'ordre et à mettre un terme aux dynamiques de radicalisation politique à l'œuvre. Cette décennie de fortes tensions sociales s'est clôt avec le coup d'État militaire du 12 septembre 1980 qui a durement réprimé la gauche<sup>2</sup>.

### **Un aperçu de la gauche turque dans les années 1970 :**

La gauche turque dans les années 1970 constitue un champ multiorganisationnel (Curtis, Zurcher, 1973) fragmenté à la fois pour des raisons idéologiques d'appropriation de l'héritage des mouvements des années 1960 décapités par le régime répressif issu du coup d'État militaire de 1971, mais aussi en raison du recours ou non à la violence. On peut néanmoins distinguer trois sous-ensembles.

<sup>1</sup> La radicalisation individuelle peut être définie comme le *processus* qui conduit de l'univers de sens et de pratiques de départ à celui institué au sein d'une organisation proposant une alternative révolutionnaire à l'ordre social. Elle entraîne l'adoption et la mise en place volontaire d'un projet de contre-société mais n'implique pas mécaniquement des modes d'action spécifiques comme, par exemple, la violence.

<sup>2</sup> Élise Massicard (2012) estime que 650 000 personnes ont été arrêtées, 49 ont été exécutées après condamnation à mort, des centaines sont décédées dans des conditions suspectes et près de 30 000 ont été contraintes à l'exil.

En premier lieu, le mouvement syndical est organisé autour de la Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (DISK, Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie), créée en 1967, de tendance socialiste et réformiste en dépit de fortes tensions internes. En second lieu, la gauche partisane légale apparaît particulièrement fragilisée. Plusieurs petits partis légaux<sup>3</sup> se disputent l'héritage du Türkiye İşçi Partisi (TIP, parti des travailleurs de Turquie), interdit en 1971. Parallèlement, le Türkiye Komünist Partisi (TKP, parti communiste de Turquie), interdit par les autorités depuis 1922, renaît clandestinement de ses cendres. Aligné sur l'URSS, il promeut le développement d'un maillage révolutionnaire souterrain et s'efforce de prendre le contrôle du mouvement syndical tout en se tournant vers la jeunesse. Certains partis, comme le TIP ou le TKP à travers les Genç Öncü (GÖ, jeunes pionniers) et l'Ilerici Gençler Derneği (IGD, Association des jeunes progressistes), possèdent leur organisation de jeunesse et s'opposent à l'option violente défendue par certains groupes révolutionnaires.

Ces derniers forment le troisième sous-ensemble constitutif de la gauche. S'ils sont au départ composés d'associations étudiantes, ils sont progressivement interdits par les autorités et agissent dans l'illégalité. Loin de se cantonner aux seuls espaces universitaires, ils s'implantent progressivement dans les lycées tout comme dans les quartiers résidentiels des grandes villes. Ils entretiennent une fascination pour la violence, sans toutefois avoir les ressources pour la mettre en œuvre en dehors d'une posture défensive, et se disputent l'héritage de l'organisation révolutionnaire étudiante de la fin des années 1960, Devrimci Gençlik (DG, Jeunesse révolutionnaire), et des groupes de guérilla qui en sont issus. Il est difficile de distinguer ces groupes sur la base de critères idéologiques, la majorité défendant une ligne à la fois nationaliste et révolutionnaire appuyée sur une vision tiers-mondiste indépendante des puissances socialistes. Le principal groupe est Devrimci Yol (DY, Voie révolutionnaire), de loin le plus important numériquement, ce qui explique sa surreprésentation dans notre population enquêtée. Issus d'une scission avec DY (respectivement en 1976 et en 1978) pour des questions de leadership davantage qu'idéologiques, Kurtuluş (Libération) et Devrimci Sol (DS, Gauche révolutionnaire) revendiquent un passage plus rapide à la lutte armée. Seuls le Türkiye İşçi Köylü Partisi (TIKP, parti des travailleurs et paysans de Turquie), qui adopte une ligne clairement maoïste, et Halkın Kurtuluşu (HK, Libération du peuple), proche du socialisme albanais tel que prôné par Enver Hoxha, se distinguent de cette mouvance.

Ce sont les militant·e·s des groupes d'origine étudiante de gauche dans les deux principales villes du pays, Istanbul et Ankara, qui sont au centre de l'analyse. Bien que majoritairement masculins, les groupes révolutionnaires comptent un nombre non négligeable de femmes. On peut distinguer deux cohortes distinctes au sein de cette population : d'abord, les plus jeunes, encore lycéen·ne·s, vivent le plus souvent auprès de leurs familles dans les quartiers résidentiels. La seconde cohorte est

---

<sup>3</sup> Certains ancien·ne·s cadres du TIP reprennent le nom du parti tandis que d'autres créent leur propre parti comme le Türkiye Sosyalist İşçi Partisi (TSİP, parti des ouvriers socialistes de Turquie) ou encore le Türkiye Emekçi Partisi (TEP, parti des travailleurs de Turquie). Très affaiblis par la répression et par leurs divisions, ils peinent à se présenter aux élections et ne parviennent pas à obtenir des élus nationaux.

composée de militant·e·s étudiant à l'université, originaires des deux grandes villes précitées, d'autres villes du pays ou de milieu rural ; ils-elles résident majoritairement en colocation ou en foyers universitaires (*yurt* en turc), ces derniers jouant un rôle central de socialisation militante. Compte tenu de la violence des affrontements entre gauche et droite et de la répression menée par l'armée après la mise en œuvre de l'état de siège, l'engagement radical à cette période apparaît comme un engagement « à haut risque » (McAdam, 1986) pour les jeunes militant·e·s qui l'embrassent. Comment rendre compte des logiques d'engagement et surtout de maintien dans les groupes d'origine étudiante se revendiquant de la révolution ?

Laissant volontairement de côté les dimensions centrales mais désormais bien travaillées par la littérature que sont les conditions du militantisme (façonnage institutionnel, place de l'idéologie, rôle de la violence et de la répression ; Della Porta, 1995), cet article veut se concentrer davantage sur les logiques individuelles de la radicalisation. Cette démarche incite à mobiliser une approche plus complexe des trajectoires de radicalisation en tenant compte de l'« épaisseur » synchronique et diachronique des biographies, c'est-à-dire des inscriptions sociales plurielles des individus. L'engagement radical impose des reconfigurations et des tensions biographiques entre ces inscriptions multiples qui permettent de saisir les logiques d'intensification – ou au contraire de désengagement – du militantisme. Ces tensions et recompositions ne sont cependant ni vécues ni gérées de manière identique par les militant·e·s. Elles doivent par conséquent être mises en relation avec la trajectoire antérieure des individus, leur position sociale et les contextes dans lesquels ces derniers se trouvent pris. Pour illustrer cette approche, on présentera dans un premier temps l'intérêt d'une approche articulant radicalisation politique et pluralité des sphères de vie avant de montrer comment la sphère militante recompose l'économie générale des sphères de vie et entre progressivement en résonance – ou en dissonance – avec la sphère scolaire et avec la sphère privée.

#### **Méthodologie**

Le matériau est constitué, d'une part, des entretiens biographiques, principalement en turc, menés en Turquie (à Istanbul et à Ankara) et en France entre 2009 et 2015 avec une quarantaine de militant·e·s (35 hommes et 5 femmes né·e·s entre 1948 et 1965) majoritairement engagé·e·s au sein des groupes révolutionnaires d'origine étudiante entre 1974 et 1980. Ils-elles ont été identifié·e·s à travers leurs engagements actuels ou par interconnaissance. L'article s'appuie d'autre part sur le dépouillement de 18 ouvrages de mémoires publiés depuis le début des années 1990 par des militant·e·s issu·e·s de différentes organisations.

## **Âge et engagement radical : relativiser la disponibilité biographique**

L'âge a souvent été placé au cœur des interprétations pour comprendre l'ampleur des contestations des jeunes au cours des années 1960-1970 (Sommier, 2011). La « condition juvénile » (Mauger, 2015, p. 80) constitue un état provisoire d'apesantement et d'indétermination sociale qui crée les conditions de ce que Doug McAdam a appelé la « disponibilité biographique », c'est-à-dire « l'absence de contraintes personnelles qui pourraient accroître les coûts et les risques d'une participation au mouvement (emploi à plein temps, mariage et responsabilités familiales) » (McAdam, 1986, p. 70). Les jeunes, et en particulier les jeunes étudiant·e·s, se trouveraient ainsi dans une position structurelle qui faciliterait l'engagement. Cette disponibilité correspond *a priori* à la situation des étudiant·e·s de Turquie installé·e·s dans les foyers universitaires loin de leur ville ou village d'origine. L'éloignement familial qu'entraînent l'entrée à l'université et le logement en foyer universitaire facilite les rencontres en même temps qu'il limite le contrôle social sur les individus. Leur jeune âge, leur situation scolaire et l'absence de famille à charge leur laissent du temps à consacrer à la cause politique dont ils se rapprochent. D'ailleurs, la force des entreprises de labellisation en vigueur au lycée et à l'université contribue à politiser la jeunesse. L'entrée dans ces institutions place les étudiants dans un contexte politique bipolarisé suivant une ligne de division gauche/droite et, dans le cas des campus presque exclusivement à gauche, dans une concurrence entre groupes révolutionnaires. La notion de disponibilité biographique associée aux effets des contextes semble donc pertinente pour rendre compte des dynamiques d'engagement.

Toutefois, si le concept de disponibilité biographique permet de rendre compte de la position structurelle des jeunes et du rapprochement qui peut dès lors s'opérer avec l'engagement politique, il ne permet pas d'expliquer pourquoi certains individus s'engagent quand d'autres, placés dans la même situation, ne le font pas. Ensuite, il doit être nuancé au regard des biographies des militant·e·s. En les étudiant de près, il apparaît en effet que la disponibilité biographique des jeunes reste relative. Elle ne les affranchit pas totalement des tensions biographiques générées par le militantisme. S'il est juste de considérer que les exigences en matière professionnelle et familiale sont moins pesantes chez les étudiant·e·s et les lycéen·ne·s et peuvent favoriser l'engagement, il serait exagéré d'en déduire que leur position sociale les libère de toute tension et contradiction entre leurs multiples inscriptions sociales. Les individus sont en effet soumis à des injonctions potentiellement conflictuelles qui peuvent aussi bien faciliter que freiner la mobilisation, *a fortiori* dans le cas d'un engagement à haut risque. Ce n'est qu'à condition de centrer l'analyse sur les inscriptions sociales plurielles et leurs interactions que l'on peut affiner l'analyse ouverte par l'idée de disponibilité biographique.

## **Radicalisation et économie des sphères de vie**

La mise en œuvre de la notion de carrière appliquée au militantisme tend trop souvent à se focaliser sur la seule sphère militante et à négliger les effets de la pluralité des espaces sociaux dans lesquels les individus sont inscrits (Lahire, 2012). En effet, elle ne souligne pas suffisamment « l’encastrement du politique dans les sphères professionnelles et familiales » (Pegis, 2011, p. 40) ni les tensions objectives et subjectives que cet encastrement peut provoquer. L’enquête sur les militant·e·s révolutionnaires turc·que·s montre que ces tensions jouent pourtant un rôle central dans l’explication des investissements politiques. La reconstruction biographique et la mise en cohérence du parcours à travers les entretiens ou les mémoires tendent à passer sous silence les contradictions entre les sphères de vie et à survaloriser la sphère militante qui tend à englober ou à négliger les autres, perçues comme secondaires.

Si l’on regroupe ces inscriptions sociales multiples sous le concept de « sphères de vie » (Passy, Giugni, 2000), il est possible d’en distinguer trois : la sphère scolaire/professionnelle, la sphère privée (famille, groupes de pairs) et la sphère militante<sup>4</sup>. Leur agencement, résultant de la trajectoire biographique et des tensions synchroniques qui les travaillent (Gottraux, 1997), constitue ce que l’on appelle ici l’économie des sphères de vie. L’environnement social dans lequel évoluent les individus est donc fait d’instances de socialisation qui procurent des relations ainsi que des incitations et des contraintes. Ces instances servent de « passerelles pour relier les structures à l’intention de l’acteur » (Passy, 1999, p. 80) et vont faciliter ou au contraire freiner le passage à l’acte militant. Leur agencement dépend fortement de la fréquence d’activation de chacune de ces sphères par l’individu. Plus une sphère est activée, plus elle tiendra une place importante dans l’économie générale des sphères de vie. On peut ainsi supposer que plus la sphère de l’engagement politique est intimement – et harmonieusement – connectée aux autres sphères de vie de l’individu, plus ce dernier aura de chances de stabiliser son engagement.

Dès lors, l’entrée, mais surtout le maintien dans un engagement radical sont à penser comme l’articulation entre les effets des contextes dans lesquels évoluent les individus et la réorganisation progressive de l’économie des sphères de vie pour limiter les dissonances en son sein. On soutient ici que l’engagement politique est d’autant plus stable que la sphère militante reste étroitement liée aux deux autres par un travail de mise en cohérence de l’économie des sphères de vie qui, à mesure que se renforce l’engagement, tend à être presque exclusivement organisée autour de l’activité politique. Les trajectoires militantes explorées dans cet article montrent que le militantisme tend à prendre une place de plus en plus prégnante dans la biographie des acteurs au cours des années 1975-1980 dans la mesure où les groupes révolutionnaires sollicitent beaucoup leurs

---

<sup>4</sup> Cette distinction tripartite est à vocation analytique. Les sphères de vie sont très largement entremêlées dans les trajectoires biographiques.

membres, notamment dans les espaces universitaires. La réorientation des parcours, sous l'effet du militantisme, est ainsi particulièrement visible chez Cem qui délaisse ses études pour se consacrer à l'activité révolutionnaire. Mais les processus de radicalisation ne sont pas pour autant linéaires. L'observation montre que le maintien de fortes dissonances et tensions entre les sphères de vie rend plus difficile l'intensification de l'engagement, comme chez Ayla qui refuse d'abandonner ses études supérieures pour lesquelles elle et sa famille ont consenti beaucoup d'efforts, et peut même provoquer le désengagement. La radicalisation est donc ici comprise comme un processus *résultant* de l'engagement et non préexistant à ce dernier mais aussi comme un processus *provoquant* des effets sur l'ensemble des inscriptions sociales. Elle tend, par conséquent, à redessiner l'économie générale des sphères de vie.

### **Étudier ou faire la révolution, faut-il choisir ?**

L'entrée dans une carrière militante radicale a des répercussions sur les autres sphères de vie dans lesquelles les individus sont inscrits et peut entraîner des tensions diversement résolues suivant les cas. Ces tensions concernent davantage les étudiant·e·s à l'université que les lycéen·ne·s, plus jeunes, qui restent majoritairement sous le contrôle de l'institution scolaire et de leur famille et qui limitent les possibilités d'investissement politique. Dans leur cas, le militantisme empiète peu sur la trajectoire scolaire, même quand ils-elles se trouvent dans des établissements politisés. Il en va tout autrement à l'université où le contexte pousse les militant·e·s à renforcer leur engagement et à y investir du temps et de l'énergie<sup>5</sup>.

Pour restituer les tensions entre sphères scolaire et militante, il faut tenir compte de plusieurs éléments : les trajectoires antérieures des militant·e·s (origine sociale, coût de l'entrée dans l'enseignement supérieur), le contexte local et les transformations que suscite l'entrée quasi simultanée dans des carrières étudiante et militante. Ces dernières sont composées d'une succession d'étapes qui favorisent une insertion dans différents espaces de sociabilité, de nouvelles prises de rôle et une reconstruction identitaire particulière. Dès lors, les rôles d'« étudiant·e » et de « révolutionnaire » simultanément ou successivement endossés par les militant·e·s entrent rapidement en concurrence, du fait de l'impossibilité de concilier les injonctions édictées par les deux institutions. La tension générée par ces investissements concurrents peut être réglée de deux manières : par le désengagement militant ou, au contraire, par la mise en veille de la trajectoire scolaire au profit de la sphère militante.

---

<sup>5</sup> Les occupations de locaux et les fermetures administratives décidées par les directions des universités à la suite d'affrontements récurrents sur les campus entraînent l'interruption des périodes d'enseignement et le décalage des sessions d'examen qui fragilisent le déroulé des carrières étudiantes.

Au cours des années 1970, nombre de militant·e·s révolutionnaires se percevaient volontiers comme des « *profesyonel devrimciler*<sup>6</sup> » (révolutionnaires professionnel·le·s). Ils·elles ont résolu la tension entre carrière étudiante et carrière militante en optant clairement pour la seconde. Cet arbitrage se fait cependant de manière progressive et relève rarement d'un choix conscient et datable. Il dépend du groupe au sein duquel l'individu s'est investi et de la situation politique locale. L'entrée dans un militantisme « à plein-temps » s'opère rarement dès la première année d'université. Lors de celle-ci, les jeunes gens qui entrent découvrent l'institution et les rapports de force qui la travaillent. Hulusi a ainsi été un étudiant très investi et assidu lors de ses deux premières années d'études supérieures<sup>7</sup> avant que le militantisme prenne le dessus. L'investissement militant est lié, d'une part, à l'intégration croissante dans le groupe et, d'autre part, à la menace, réelle ou perçue, que représentent localement les *faşist* (fascistes). L'action militante devient alors l'activité principale, comme pour Cem, membre de DS : « La dernière année d'université, la quatrième, je n'allais plus en cours parce que je militais<sup>8</sup>. »

Toutefois, le genre constitue une donnée centrale dans la possibilité de s'engager intensément dans l'activité politique parallèlement à la carrière scolaire. Au sein des établissements d'éducation comme dans les foyers, les jeunes femmes, comme Ayla, sont davantage surveillées que les jeunes hommes et leur engagement est davantage stigmatisé, ce qui accroît le coût de l'investissement politique. Les allées et venues des étudiantes sont sévèrement contrôlées et les chambres fouillées par le personnel qui confisque tout objet (tract, ouvrage) considéré comme politique<sup>9</sup>. Par conséquent, toutes les activités militantes se déroulent dans les dortoirs masculins car elles sont interdites dans les foyers féminins. D'autres étudiant·e·s tentent de poursuivre en parallèle carrière scolaire et carrière militante en essayant de limiter les interférences. Ceux qui sont issus de milieu modeste ont parfois consenti d'importants sacrifices pour accéder à l'enseignement supérieur, comme Ayla, issue d'une famille paysanne de l'est du pays, qui entre à l'Académie des beaux-arts d'Istanbul à sa seconde tentative. Elle veille dès lors à rester investie dans son travail scolaire tout en participant clandestinement aux activités de DY<sup>10</sup>. Nombre d'étudiant·e·s reçoivent de l'argent de leur famille, contractent des prêts ou sont contraint·e·s de travailler afin de financer leurs études. L'exigence de réussite qui accompagne ces contraintes entre rapidement en concurrence avec le militantisme. Sedat Göçmen (Göçmen, 2013, p. 80) raconte dans ses mémoires avoir contracté un prêt bancaire en même temps qu'il recevait une aide financière de son grand frère, parti travailler en Allemagne, et de ses parents. Cette situation est difficilement compatible avec son poste de

---

<sup>6</sup> Entretien avec Lale, Ankara, 18 novembre 2014. Tous les prénoms ont été changés.

<sup>7</sup> Entretien avec Hulusi, Ankara, 13 septembre 2013.

<sup>8</sup> Entretien avec Cem, Istanbul, 2 avril 2009.

<sup>9</sup> Entretien avec Ayla, Ankara, 21 juin 2014.

<sup>10</sup> Entretien avec Ayla, Ankara, 21 juin 2014.



président d'un syndicat étudiant et de membre du comité central de DY. Cela suscite de vives tensions dans ses relations avec sa famille. Mais beaucoup d'étudiant·e·s ne reçoivent pas d'argent de leur entourage pour vivre dans la ville où ils étudient et sont obligé·e·s de travailler. Cette activité fait naître une tension supplémentaire qui s'ajoute à l'équilibre précaire entre études et militantisme. Ainsi, Hulusi travaille pendant six mois dans une entreprise de travaux publics à Ankara pour financer ses études. Menacé en raison de son militantisme (plusieurs de ses camarades ont été abattus), il est envoyé par la direction de son groupe (HK) à Kırıkkale, ville industrielle au sud-est d'Ankara. Forcé d'abandonner des études qu'il ne reprendra pas, il est embauché comme ouvrier dans une raffinerie<sup>11</sup>.

L'intensification de l'engagement n'est pas sans conséquence sur les carrières étudiantes : les échecs aux examens et les redoublements se multiplient. Cette situation peut alors pousser les militant·e·s à se désengager pour se recentrer sur leur parcours scolaire. Fevzi, très investi dans la branche étudiante du TKP (İlerici Gençlik Derneği, Association des jeunes progressistes), se trouve peu à peu en situation d'échec scolaire faute de dégager suffisamment de temps pour étudier<sup>12</sup>. Cette situation et une blessure par balle reçue lors d'un affrontement avec un groupe concurrent le poussent à se désengager pour se recentrer sur sa scolarité, non sans subir la pression du groupe. La tension entre carrière étudiante et carrière militante est donc vécue et gérée de manière différente chez les militant·e·s en fonction de plusieurs variables : lieu d'études, groupe et rôles investis, trajectoire individuelle antérieure. À cette tension entre sphères militante et scolaire s'ajoute celle avec la sphère privée.

## **Concilier vie privée et engagement politique**

Comme l'écrit Judith Butler, « le privé, loin d'être le contraire de la politique, fait partie de sa définition même. [...] Cette sphère privée constitue le véritable arrière-plan de l'action publique » (Butler, 2014, p. 82). L'introduction de l'analyse des rapports sociaux de sexe dans l'analyse des logiques de l'engagement militant (Fillieule, Roux, 2009) a, d'une part, permis de montrer la reproduction de ces rapports inégalitaires au sein des entreprises d'action collective, mais également de souligner les liens étroits et les rapports parfois conflictuels entre les sphères de vie, et en particulier entre la sphère militante et la sphère privée. Ainsi, au cours des années 1970, l'ensemble des activités des militant·e·s tend progressivement à s'organiser autour de leur engagement politique qui structure leur investissement scolaire et l'ensemble de leurs loisirs, de leur sociabilité et même

---

<sup>11</sup> Entretien avec Hulusi, Ankara, 1<sup>er</sup> novembre 2013.

<sup>12</sup> Entretien avec Fevzi, Istanbul, 30 avril 2015.

de leurs amours. Comme pour les carrières scolaires, la conciliation entre militantisme et vie privée n'est pas toujours aisée et les tensions sont diversement résolues suivant les individus et les contextes. De nombreux travaux ont par ailleurs montré l'importance des réseaux de sociabilité dans l'entrée et la poursuite du militantisme (McAdam, 1990). Mais ils peuvent également jouer un rôle inverse, freinant l'investissant militant ou poussant au désengagement. L'ensemble des « autres » significatifs agissant dans la sphère privée des militant·e·s joue donc un rôle non négligeable dans l'entrée, le maintien ou la prise de distance vis-à-vis de l'engagement radical.

Si l'entourage familial fournit une socialisation politique plus ou moins poussée, il n'en réagit pas moins à l'engagement des jeunes militant·e·s. Sans pour autant relever d'une évidence, le militantisme peut présenter une continuité avec la socialisation politique. L'entrée dans une organisation révolutionnaire implique pourtant un important bouleversement identitaire, notamment chez celles et ceux qui sont issu·e·s de familles conservatrices. Certes, certaines familles, du fait de l'éloignement géographique, ont peu de prise sur les jeunes étudiant·e·s et n'exercent aucune pression sur l'engagement politique. Mais celles qui côtoient leurs enfants de manière plus régulière tentent de peser sur leur engagement qu'elles estiment de plus en plus dangereux à mesure que la violence s'accroît dans le pays. Sans forcément parvenir à empêcher le militantisme, elles tentent de le limiter en multipliant les injonctions à la prudence comme le raconte Rüştü : « Bah, c'est toujours la mère qui s'intéresse à son fils. Elle me disait : "Fais attention, ne fais pas ceci, ne fais pas cela."<sup>13</sup> » Hakan, militant de l'organisation de jeunesse du TIP, subit pour sa part une forte pression de la part de ses parents pour qu'il modère son engagement au lycée et dans la rue. Son père, commerçant et soutien du TIP sans en être membre, tient à l'accompagner systématiquement aux manifestations et aux meetings du parti<sup>14</sup>. Comme dans le cadre scolaire, la surveillance des jeunes femmes par leur famille est souvent plus intense que pour les jeunes hommes, ce qui provoque des conflits familiaux et de fortes tensions biographiques. Asli, dont la mère est sympathisante de gauche alors que son père vote à droite, a régulièrement de violentes disputes avec ce dernier qui désapprouve ses lectures militantes au lycée. Son entrée à l'université l'éloigne de ses parents. Engagée au sein de DY sur son campus stambouliote, elle rentre rarement chez elle pour ne pas subir la pression paternelle et communique davantage avec sa mère qui la soutient<sup>15</sup>. Ces situations de conflit ouvert avec les familles provoquent parfois des ruptures dans les relations. Celal, qui a grandi dans une famille conservatrice, a des parents hostiles à son engagement révolutionnaire qu'il poursuit depuis le lycée. Il a également souvent de violentes altercations avec son frère, militant d'extrême droite. Son entrée à l'université l'éloigne de sa famille, ce qui lui permet

---

<sup>13</sup> Entretien avec Rüştü, Istanbul, 24 octobre 2013. Militant maoïste, il est membre du Türkiye İhtilalci İşçi Köylü Partisi, Parti révolutionnaire des travailleurs et paysans de Turquie.

<sup>14</sup> Entretien avec Hakan, Istanbul, 29 avril 2015.

<sup>15</sup> Entretien avec Asli, Ankara, 21 juin 2014.

de résorber la tension tout en maintenant son engagement<sup>16</sup>. D'autres militant·e-s, au contraire, se désengagent politiquement à la demande de leur famille. Mustafa Balbay (Balbay, 2008, p. 163) raconte dans ses mémoires l'histoire d'Hakan Şenyuva. Président d'un syndicat étudiant, celui-ci est assassiné à Ankara le 10 juillet 1979 par des militants d'extrême droite, alors qu'il avait démissionné de son poste quelques semaines plus tôt à la demande de ses parents, inquiets pour sa sécurité.

L'entrée dans le militantisme entraîne également une recomposition des réseaux de sociabilité. D'un côté, l'engagement amène les militant·e-s à faire de nouvelles rencontres et à forger de nouvelles amitiés. De l'autre, à mesure que l'investissement militant s'accroît, une distance et parfois des ruptures s'opèrent avec d'anciens réseaux amicaux moins politisés ou évoluant vers un engagement opposé. Hikmet a ainsi vécu une rupture dans son quartier entre les soutiens de la gauche et ceux partisans de la droite : ce clivage a séparé de manière durable des groupes d'interconnaissance auparavant homogènes<sup>17</sup>. La plupart des militant·e-s sont des transfuges qui, en quittant leur milieu d'origine, se trouvent confronté·e-s à des injonctions contradictoires et à de fortes « tensions identitaires » (Leclercq, Pagis, 2011, p. 14) parfois difficiles à gérer. Pour les étudiant·e-s d'origine rurale, le retour dans le village lors des vacances universitaires peut être l'occasion de susciter des engagements dans l'entourage et auprès des plus jeunes ou, tout au contraire, de mettre en veille l'engagement lorsque la configuration familiale et villageoise rend inapproprié de se lancer dans de telles considérations. Plusieurs s'éloignent alors, non sans dépit, de leurs ami·e-s d'enfance resté·e-s au village avec qui ils-elles ne partagent plus un univers commun (Göçmen, 2013). D'autres rompent des relations anciennes en raison de positions idéologiques opposées, ce qu'Orhan Pamuk met en scène dans son roman *La Maison du silence* qui dépeint un groupe de jeunes gens déchiré par les luttes politiques au cours des années 1970 (Pamuk, 1988).

Enfin, les relations amoureuses interfèrent avec l'engagement militant. En dépit des fortes injonctions des groupes révolutionnaires à limiter les relations amoureuses au nom de l'ascétisme révolutionnaire (ou d'un conservatisme mal assumé), celles-ci se maintiennent de manière plus ou moins cachée. Élu de son foyer au conseil étudiant, Fevzi a une petite amie sur son campus à Ankara ; mais il doit soutenir publiquement lors des forums militants l'incompatibilité des relations amoureuses entre révolutionnaires et la nécessité pour les militantes de se comporter de manière décente pour ne pas détourner « l'énergie révolutionnaire que les camarades masculins devraient réserver à la révolution<sup>18</sup> ». Dans les faits et suivant les espaces, les groupes révolutionnaires ont fonctionné comme un important marché matrimonial. Nombre de militant·e-s y ont rencontré leur compagne ou leur compagnon au sein du groupe dans lequel ils-elles militent, plus rarement dans un

---

<sup>16</sup> Entretien avec Celal, Ankara, 20 septembre 2013.

<sup>17</sup> Entretien avec Hikmet, Ankara, 16 juin 2014.

<sup>18</sup> Entretien avec Fevzi, Istanbul, 30 avril 2015.

groupe concurrent. Lale, militante de DY, a un petit ami étudiant à l'université avec lequel elle milite dans son quartier sans qu'elle soit réprimandée par les cadres locaux du groupe<sup>19</sup>. Soucieuses d'encadrer les inévitables relations amoureuses, les organisations révolutionnaires ne remettent pas en cause l'institution du mariage, elles l'encouragent au contraire, la requalifiant pour l'occasion en « *devrim nikâhı* » (mariage révolutionnaire) [Balbay, 2008, p. 49]. Ainsi, pour être en conformité avec les exigences de son groupe, Hulusi épouse sa compagne peu de temps avant le coup d'État militaire de 1980 et son arrestation<sup>20</sup>. Melih Pekdemir, cadre de DY, raconte dans ses mémoires son installation avec sa compagne, Ayşe, à Ankara après leur mariage en avril 1975. Le mariage lui permet de quitter sa colocation « révolutionnaire » dans le centre de la ville et de fonder une famille (Pekdemir, 2014, p. 80).

La question est alors de savoir si la mise en couple et le mariage constituent un vecteur d'entretien de l'investissement militant et de la radicalisation ou au contraire s'ils les ralentissent. Les cas étudiés à travers cette enquête tendent à montrer que la mise en couple et en particulier le mariage influent négativement sur le degré d'engagement. Le mariage conduit un certain nombre de militant·e·s à adopter un comportement « prudent » (Zileli, 2002, p. 418). Sans se retirer de l'organisation, les militant·e·s marié·e·s prennent moins de risques dans un climat politique tendu et consacrent davantage de temps à la sphère privée, ce qui aboutit à un rééquilibrage de l'économie des sphères de vie. Cette dimension est toutefois plus marquée chez les femmes que chez les hommes. De manière intéressante, aucun·e des militant·e·s rencontré·e·s pendant l'enquête ou parmi ceux·celles qui ont rédigé les mémoires consultés n'a eu d'enfant au cours des années 1970. Cet élément n'a donc pas joué sur le ralentissement de l'investissement militant dans ce cas précis.

## **Conclusion**

L'étude des trajectoires de radicalisation des militant·e·s révolutionnaires étudiant·e·s en Turquie au cours de la décennie 1970 offre un exemple éclairant de radicalisation du militantisme étudiant en contexte de crise. L'enquête de terrain menée auprès des étudiant·e·s de cette période permet d'illustrer ce processus à l'échelle individuelle. Elle pousse à remettre sur le métier les travaux sur la disponibilité biographique pour souligner l'importance de la prise en compte des trajectoires antérieures à l'engagement mais, surtout, la nécessité d'articuler cette dimension diachronique aux inscriptions sociales synchroniques des acteurs.

---

<sup>19</sup> Entretien avec Lale, Ankara, 18 novembre 2014.

<sup>20</sup> Entretien avec Hulusi, Ankara, 21 mai 2014.

Se fondant sur cette perspective, cette contribution montre que la radicalisation politique des acteurs n'est pas un préalable à l'engagement, mais au contraire le résultat, fragile et non linéaire, de celui-ci. En effet, le militantisme radical provoque des tensions biographiques et une réorganisation de l'économie des sphères de vie. D'un point de vue théorique, il en ressort que la continuation du militantisme a d'autant plus de chances de se produire que les autres sphères de vie entrent en congruence et sont progressivement alignées sur lui à l'issue d'une série de réaménagements et de compromis. Le maintien de l'engagement est donc le résultat de la résolution des tensions biographiques qu'il génère. Si ces dernières s'avèrent trop fortes, on observe alors une prise de distance ou un désengagement de l'activité militante au profit d'une réorientation de l'économie des sphères de vie en faveur de la carrière scolaire et/ou de la sphère privée.

L'attention accrue à l'intrication synchronique et diachronique des sphères de vie permet à la sociologie des mouvements sociaux de sortir d'une approche causaliste des logiques du militantisme. Autrement dit, on ne part pas ici du principe qu'une variable est à expliquer – l'engagement ou le désengagement – par des variables explicatives. On affirme au contraire la nécessité de traiter sur le même plan les différents éléments constitutifs des parcours de vie. Cette perspective aboutit à une interprétation dense et nuancée des parcours biographiques qui se révèle particulièrement heuristique pour l'étude des effets de l'engagement et, au-delà, pour l'analyse des biographies dans une perspective sociologique.

## **BIBLIOGRAPHIE :**

Balbay M., 2008, *78'liler. 12 Eylül Sol-Kırımı [Les 78'ards. Le 12 septembre et le massacre de la gauche]*, Istanbul (Turquie), Cumhuriyet Kitapları.

Butler J., 2014, *Qu'est-ce qu'une vie bonne ?*, Paris, Payot.

Collovald A., Gaïti B., 2006, « Questions sur la radicalisation politique », in Collovald A., Gaïti B. (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, p. 19-45.

Cormier P., 2016, *Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte répressif. Militier au sein de la gauche radicale en Turquie : 1974/2014*, Thèse pour le doctorat de science politique, Bordeaux/Lausane (Suisse), Université de Bordeaux/Université de Lausanne.

Crettiez X., 2016, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, n°5, vol. 66, p. 709-727.

Curtis R. L., Zurcher L. A., 1973, « Stable resources of protest movements : the multi-organizational field », *Social Forces*, n°1, vol. 52, p. 53-61.

- Della Porta D., 1995, *Social Movements, Political Violence, and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge (Royaume-Uni), Cambridge University Press.
- Fillieule O., 2001, « Post-scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, n° 1-2, vol. 51, p. 199-217.
- Fillieule O., Roux P. (dir.), 2009, *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Göçmen S., 2013, *Fırtınalı denizin yolcuları [Voyageurs sur une mer démontée]*, Istanbul (Turquie), Ayrıntı.
- Gottraux P., 1997, « *Socialisme ou Barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne (Suisse), Éditions Payot Lausanne.
- Gourisse B., 2014, *La violence politique en Turquie. L'État en jeu (1975-1980)*, Paris, Karthala.
- Lahire B., 2012, *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Le Seuil.
- Leclercq C., Pagis J., 2011 « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale », *Sociétés contemporaines*, n° 84, p. 5-23.
- Massicard É., 2012, « Répression et changement des formes de militantisme : carrières de remobilisation à gauche après 1980 en Turquie », *European Journal of Turkish Studies* [en ligne], n° 15.
- Mauger G., 2015, *Âges et générations*, Paris, La Découverte.
- McAdam D., 1986, « Recruitment to high-risk activism : the case of freedom summer », *American Journal of Sociology*, n° 1, vol. 92, p. 64-90.
- McAdam D., 1990, *Freedom Summer*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press.
- Pagis J., 2011, « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 », *Sociétés contemporaines*, n° 84, p. 25-51.
- Passy F., Giugni M., 2000, « Life-spheres, networks, and sustained participation in social movements : a phenomenological approach to political commitment », *Sociological Forum*, n° 1, vol. 15, p. 117-144.
- Passy F., 1999, *L'action altruiste*, Genève (Suisse), Droz.
- Pamuk O., 1988, *La Maison du silence*, Paris, Gallimard.
- Pekdemir M., 2014, *Devrimcilik güzel şey be kardeşim [Le révolutionnarisme est une belle chose mon frère]*, Istanbul (Turquie), Ayrıntı.
- Sedgwick M., 2010, « The concept of radicalization as a source of confusion », *Terrorism and Political Violence*, n° 4, vol. 22, p. 479-494.
- Sommier I., 2011, « La contestation juvénile des années 1960 : âge de la rébellion ou temps de la révolution ? », in Muxel A. (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 250-265.
- Zileli G., 2002, *Havariler (1972-1983) [Les apostats (1972-1983)]*, Istanbul (Turquie), İletişim.

## **RESUME DE L'ARTICLE :**

L'engagement militant peut être appréhendé, dans une perspective interactionniste, comme le produit des trajectoires des individus et des contextes dans lesquels ils évoluent. La mise en œuvre pratique de cette démarche a cependant trop souvent laissé dans l'ombre une dimension centrale des biographies : la pluralité des inscriptions sociales des militant·e·s. L'agencement de différentes « sphères de vie » (scolaire et familiale) joue pourtant un rôle essentiel dans le maintien de l'engagement, en particulier en ce qui concerne le militantisme radical en contexte autoritaire. C'est cette piste de recherche qu'explore cet article en se basant sur l'analyse des trajectoires des jeunes militant·e·s de la gauche révolutionnaire turque dans les années 1970.

Paul Cormier

[paul.cormier01@gmail.com](mailto:paul.cormier01@gmail.com)

Docteur en science politique, chercheur associé au Centre Emile-Durkheim (UMR 5116)/Sciences Po Bordeaux et au Centre de recherche sur l'action politique de l'université de Lausanne (Suisse).

Thèmes de recherche : sociologie de l'action collective et des mouvements révolutionnaires en contexte autoritaire.

A notamment publié

Cormier P., 2016, « De nouveaux horizons dans l'analyse des mouvements sociaux. À propos de mobilisations au Mali, au Maroc et en Turquie », *Politix*, n° 112, p. 187-196.

Cormier P., 2017, « Les conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire en Turquie », *Mouvements*, n° 90, p. 140-148.